



## CIOM : 90 % des mesures en faveur des outre-mer réalisés ou en voie de l'être

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ainsi que le ministre chargé de l'outre-mer, ont présenté en Conseil des ministres du 26 octobre 2011 un bilan de l'action du Comité interministériel de l'outre-mer (CIOM), près de deux ans après sa création. Sur les 137 mesures listées par le Comité de novembre 2009, 90 % sont réalisées ou en cours de l'être. Le ministre de l'intérieur a mis l'accent sur les efforts intervenus en matière de sécurité. Le ministre chargé de l'outre-mer a fait le point sur les évolutions institutionnelles de la législature (départementalisation de Mayotte, fusion de la région et du département en Martinique et en Guyane) et mis l'accent sur le logement social avec 6 500 mises en chantier en 2010, soit 2 000 de plus que la moyenne des années précédentes. Le document est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr>

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Communiqué de la BCE

Le 3 novembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt à 0,50 %.

### Lutte contre le blanchiment de capitaux

Au cours de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris les 27 et 28 octobre 2011, le GAFI a pris de nouvelles mesures pour protéger le système financier international. Il a également publié deux documents relatifs aux juridictions susceptibles de présenter un risque pour le système financier international en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : « Déclaration publique du GAFI » et « Améliorer la conformité aux normes LB/FT ». Ces documents sont disponibles en anglais sur : <http://www.fatf-gafi.org>

### Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers

Le 20 octobre 2011, la Commission européenne a présenté des propositions de révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers. Cette révision vise à conforter les décisions du sommet du G20 (Pittsburg 2009) sur la nécessité d'améliorer la transparence des marchés moins réglementés y compris les marchés de dérivés de matières premières et de lutter contre la volatilité excessive. Les propositions permettront de rendre les marchés plus solides et plus efficaces, plus résilients et renforceront la protection des investisseurs. Elles prévoient notamment la création d'un label spécifique pour les marchés destinés au financement des PME. Ce cadre renforce les pouvoirs de surveillance des autorités de régulation et établit des règles de fonctionnement claires pour toutes les activités de négociation notamment les marchés de dérivés sur matières premières. La proposition a été transmise au Parlement européen et au Conseil pour négociation et adoption.

### Financement des collectivités locales

Dans le cadre du démantèlement de Dexia, la Caisse des Dépôts et la Banque Postale sont parvenues à un accord pour la reprise de l'activité de financement des collectivités locales françaises de Dexia. Le véhicule de refinancement de Dexia (Dexia Municipal Agency) sera dans un premier temps détenu à hauteur de 65 % par la Caisse des Dépôts, 5 % par la Banque Postale et Dexia conservera 30 %. Le part de cette dernière se réduira au fil du temps au profit de la Banque Postale ; la Caisse des Dépôts conservera la majorité du capital. Dans les prochains mois, le véhicule sera rebaptisé et travaillera exclusivement pour la nouvelle banque des collectivités locales détenue à hauteur 65 % par la Banque Postale et 35 % par la CDC dont l'activité se limitera aux simples prêts aux collectivités locales.

### Dossier législatif

#### 1 – Coopération régionale Antilles-Guyane

Le décret du 27 octobre 2011 portant nomination de M. Constant Fred, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane a été publié au Journal Officiel de la République du 28 octobre 2011.

#### 2 – Droits, protection et information des consommateurs

L'Assemblée nationale a adopté le 11 octobre 2011, le projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs. Le texte a été transmis au Sénat.

#### 3 – Maintien de l'euro à Saint-Barthélemy

Le ministre des affaires étrangères et européennes a présenté en Conseil de ministres du 19 octobre 2011, un projet de loi autorisant la ratification de l'accord monétaire entre la France et l'Union européenne sur le maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne. Le texte n° 3857 a été déposé à l'Assemblée nationale le 19 octobre 2011.

#### 4 – Réforme des ports d'outre-mer

Le ministre chargé des transports a présenté en Conseil des ministres du 19 octobre 2011, un projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'Etat et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports. Les ports de Fort-de-France (Martinique), Degrad-des-Cannes (Guyane), Port-Réunion (La Réunion) et Port autonome de la Guadeloupe seront transformés en grands ports maritimes, établissements publics nationaux. Le texte n° 3858 a été déposé à l'Assemblée nationale le même jour.

### Publications

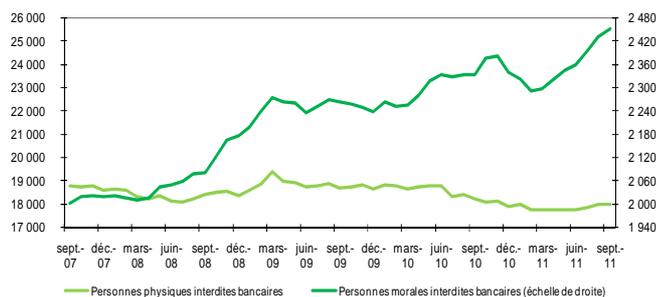
**Institutions de microfinance** : L'union européenne a publié un code de bonne conduite à l'intention des institutions de microfinance. Le document est disponible en anglais sur [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/thefunds/instruments/jasmine\\_cgc\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/jasmine_cgc_en.cfm)

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Vulnérabilité des agents économiques : un bilan en demi-teinte au 30 septembre 2011

Au 30 septembre 2011, le nombre de personnes physiques en **interdiction bancaire** s'élève à 17 971. Ce chiffre, stable sur le trimestre, diminue de 1,4 % sur un an. A l'inverse, la sinistralité des entreprises s'accroît : 2 451 d'entre elles étaient frappées d'interdiction bancaire à la même date, soit + 5 % sur un an (+ 3,9 % sur le trimestre). Pour sa part, le nombre d'incidents de paiement sur chèques (128 575) est en légère hausse sur le trimestre (+ 0,8 %), mais il recule de 3,1 % sur l'année. S'agissant du nombre de retraits de cartes bancaires, malgré une baisse sensible sur l'année (- 12,7 % à 5 238), ce chiffre progresse de nouveau sur le trimestre (+ 2,2 % à fin septembre).

Evolution du nombre des interdits bancaires

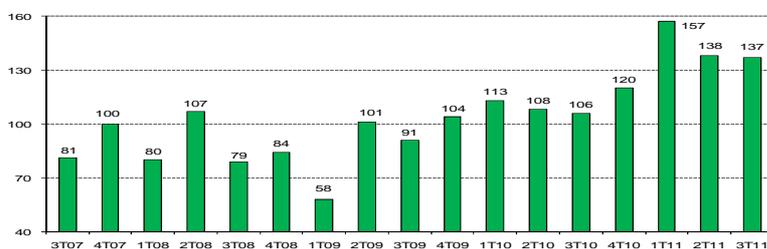


Source : Banque de France

## Surendettement des ménages : progression soutenue de l'activité sur un an

Au troisième trimestre 2011, 137 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de surendettement, chiffre stable par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre de dossiers déposés est en forte augmentation (+ 29,2 %). A titre d'information, le nombre de dossiers déposés au niveau national de septembre 2010 à août 2011 s'élève à 229 964, en progression de 5,47 % par rapport à la même période de 2010.

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de surendettement



Source : Ledom

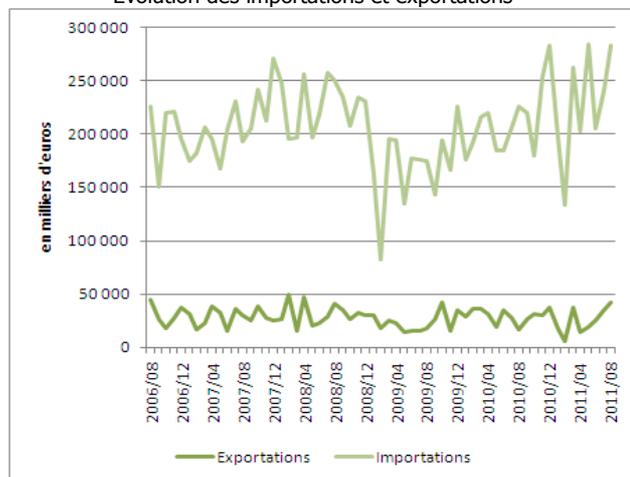
## Nominations :

M. Serge SAVY exerce désormais au sein de la CEPAC les fonctions de directeur de la Banque de Développement Régional Antilles-Guyane. Il est en charge des métiers spécialisés, hors « particuliers » et « professionnels ».

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Commerce extérieur : amélioration du taux de couverture

Evolution des importations et exportations



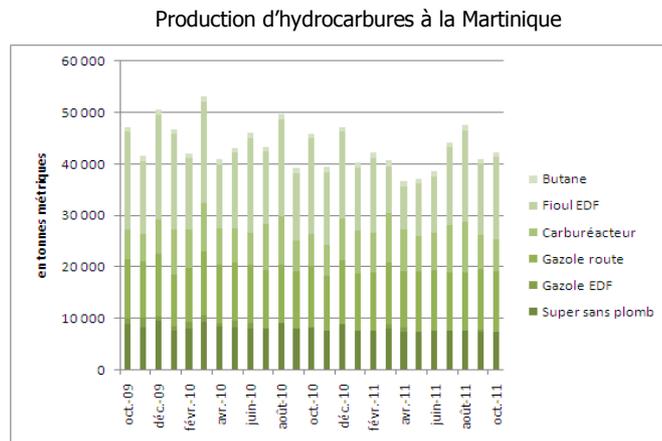
A fin août 2011, le volume d'échanges du commerce extérieur enregistre une augmentation annuelle non négligeable. Les importations globales atteignent 283,9 M€ (+25,9% en glissement annuel) tandis que les exportations s'élèvent à 42,5 M€ (+18,1% sur un an). De fait, le taux de couverture s'établit à 15% et gagne 7,4 points sur un an.

Dans le détail, l'augmentation de la valeur des importations globales tient essentiellement à la hausse des importations de biens d'équipement (+75,5% sur un an), entraînée notamment par la livraison de matériels destinés à la construction de la nouvelle centrale électrique de Bellefontaine. A l'inverse, les importations de biens de consommation s'inscrivent en recul de 11,1% sur la période. Les exportations sont quant à elles tirées par les réexpéditions de produits pétroliers vers les autres DFA (qui passent de 6,2 M€ à fin août 2010 à 24,4 M€ un an plus tard et témoignent en partie du renchérissement des prix des matières premières), et dans une moindre mesure par les expéditions de produits agricoles (+57,1% sur un an à 10,1 M€).

## Produits pétroliers : légère contraction de la production, évolution contrastée des prix

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers au 1<sup>er</sup> novembre 2011, conformément au décret du 8 novembre 2010, le prix du super sans plomb a été fixé à 1,44 euro le litre (-6 cts par rapport à octobre) et celui du gasoil à 1,24 euro le litre (+1 ct). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 23,96 euros (- 62 cts).

A fin octobre 2011, la production cumulée d'hydrocarbures accuse un recul annuel de 7,9%. Dans le détail, les productions de super sans plomb et de fioul EDF enregistrent des baisses annuelles de 11,1% et 13% respectivement. A l'inverse, la production de butane augmente de 5,5% sur la période.



Source : SARA

## ACTUALITE REGIONALE

### XVIIème Conférence des Présidents de RUP

La Martinique a reçu les 3 et 4 novembre 2011 sept délégations dans le cadre de la 17<sup>ème</sup> Conférence des Présidents de RUP. Outre les représentants des RUP, l'île a accueilli des délégations ministérielles françaises (dont le Ministre de la Coopération, M. Henri de Raincourt), espagnoles et portugaises, ainsi que le Commissaire européen en charge de la politique régionale, M. Johannes Hahn. Cette rencontre a marqué la fin de la présidence martiniquaise de l'organisation et le passage de témoin aux Açores, futures présidentes de la Conférence des Présidents de RUP. Les thèmes suivants ont été abordés : les enjeux des relations futures avec l'Europe, l'insertion des RUP dans leur environnement géographique, les défis des RUP à l'horizon 2020 et le renforcement du dialogue entre RUP et pays ACP.

La Conférence a également évoqué le choix du PIB comme critère d'octroi d'aides communautaires, dans un contexte de handicaps structurels persistants.

### Tourisme : un hôtel d'affaires à Fort-de-France...

La Guardian Holdings, groupe trinitadien actionnaire majoritaire de la société d'hébergement du complexe de la Pointe Simon à Fort-de-France, a signé une convention avec le groupe Picourt (Compagnie financière Saint-Thomas) en vue de la création d'un Novotel trois étoiles de 94 chambres. L'hôtel s'intégrera dans un bâtiment de sept étages comportant également des commerces et des bureaux. La livraison de l'établissement hôtelier est prévue pour la fin de l'année 2012.

### ... et la reprise de la liaison Air France entre Fort-de-France et Roissy

Afin de capter la clientèle européenne (hors hexagone), qui compose moins de 4% des voyageurs arrivant à l'aéroport Aimé-Césaire, et suite à l'annonce du Président de la République en janvier dernier, la liaison aérienne hebdomadaire a été réouverte entre Fort-de-France et Roissy-Charles-de-Gaulle.

Le vol inaugural a eu lieu le 5 novembre, et suscite l'espoir que cette liaison aérienne aura plus de succès que les tentatives de 2001, 2003 et 2005. La Martinique et la Guadeloupe ont mené en amont une campagne de promotion en Allemagne, en Suisse, en Belgique et en Italie, afin d'accroître leur visibilité face aux concurrents dominicains et cubains. Le contrat de destination engageant notamment Air France, la Région, Pierre et Vacances et le Club Med s'achèvera fin 2012, et une évaluation sera alors effectuée. La Martinique vise 10% de voyageurs européens à l'horizon 2015.

### Conférence de la Coopération régionale à Fort-de-France

Une conférence portant sur la coopération régionale s'est tenue à Fort-de-France le 5 novembre 2011, en présence du Ministre de la Coopération, M. Henri de Raincourt, des Présidents de collectivités locales de Martinique, Guadeloupe, Guyane, St-Martin et St-Barthélémy, des sept Ambassadeurs de France de la région caraïbe ainsi que des trois Préfets des DFA. Des représentants des pays ACP et de nombreux responsables de haut niveau de l'administration centrale française étaient également présents.

Cette conférence a été l'occasion d'évoquer le renforcement de la visibilité des collectivités correspondantes et de leurs intérêts dans le réseau diplomatique français. Les régions Antilles-Guyane souhaitent également intégrer, dans les limites de leurs compétences, les organisations régionales, CARICOM et Association des Etats de la Caraïbe notamment.

## INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2011	126,6	-0,2 %	+2,2 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2011	42 400	+1,0 %	+3,0 %
	Indicateur de chômage (base pop. active : 165 370)	- septembre 2011	25,6 %		+0,7 point
<b>Allocation Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- août 2011	20 097	-0,5 %	-3,1 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2011	36 913	-2,3 % *	-
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (en M€)	- août 2011	283,9	+148,4 %	+25,9 %
	Exportations (en M€)	- août 2011	42,5	+22,3 %	+18,1 %
	Taux de couverture mensuel:		15 %	+0,5 point	+7,4 points
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2011	44,4	+3,9 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2011	332,0		+4,1%
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- septembre 2011	17 971	-0,1 %	-1,4 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- septembre 2011	5 238	-	-12,7 %

\* variation trimestrielle

## INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2011	92 027	-49,6 %	+3,8 %
		- cumul annuel	1 251 289		+4,1 %
<b>Trafic Maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2011	0	ns	nd
		- cumul annuel	19 614	-	-65,6 %
<b>Construction</b> (source: Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2011	16 176	+3,2 %	+1,0 %
		- cumul annuel	151 575		+1,3 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2011	1 162	+59,4 %	+9,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2011	178	+32,8 %	-11,9 %
	Cumul annuel (VPN + VUN) (hors bus, porteurs et tracteurs)		9 624	-	+2,9 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	09/11/2011

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Septembre 2011)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0033%	0,8972%	0,9963%	0,9835%	1,3640%	1,5750%	1,7760%	2,1100%

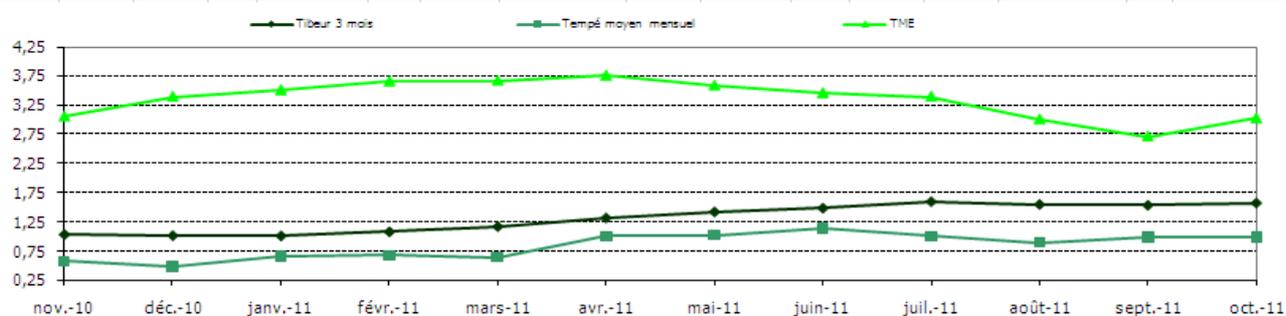
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	octobre
3,39%	3,00%	2,71%	3,02%	3,59%	3,20%	2,91%	3,22%

## Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,62%
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux variable	5,61%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts relais	6,28%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

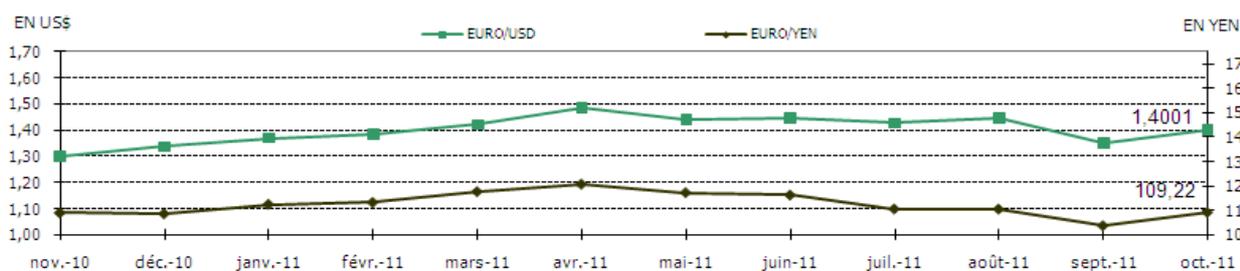
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4001	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9221	EURO/SRD (Surinam)	4,60120
EURO/JPY (Japon)	109,2200	EURO/BWP (Botswana)	10,06360	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,49590
EURO/CAD (Canada)	1,3930	EURO/SCR (Seychelles)	17,5968	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,4509
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87310	EURO/MUR (Maurice)	40,4040	EURO/BBD (La Barbade)	2,78870
EURO/SGD (Singapour)	1,7490	EURO/BRL (Brésil)	2,3647	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,93000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,8735	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,98810	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2942,0790	EURO/XCD (Dominique)	3,7647	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	